

**Égypte - Culture - Restitution aux
autorités égyptiennes de huit pièces
archéologiques saisies par la douane
française en janvier 2010 -
Communiqué conjoint du ministère
de l'Europe et des affaires
étrangères, du ministère de la
culture et du ministère de l'action et
des comptes publics
(Paris, 26 octobre 2017)**

Dans le cadre de la visite officielle en France du président de la République Abdel Fattah Al Sissi (23 - 25 octobre 2017), les autorités françaises ont remis aux autorités égyptiennes, ce jeudi 26 octobre, au ministère de la culture, huit pièces archéologiques, saisies par la douane en janvier 2010.

M. Stéphane Romatet, ambassadeur de France en Égypte, a remis les pièces archéologiques à l'ambassadeur d'Égypte en France, son Excellence M. Ehab Badawi, en présence de la directrice des musées de France, Marie-Christine Labourdette et du directeur général des douanes et droits indirects, Rodolphe Gintz.

Ces antiquités, statuettes et tablettes, vieilles de plus de 3000 ans, avaient été découvertes en janvier 2010, dissimulées par un résident britannique. Une enquête judiciaire avait alors été ouverte par le parquet de Paris. Menée par le service national de douane judiciaire (SNDJ), elle avait permis d'identifier et démanteler un réseau qui organisait le transfert de biens culturels de l'Égypte vers le Royaume-Uni, en transitant par la France.

L'expertise du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre a révélé que les statuettes et tablettes interceptées étaient des biens culturels égyptiens authentiques, datant du premier millénaire avant Jésus-Christ. Ces objets archéologiques sont formellement interdits à l'exportation hors du sol égyptien sans l'autorisation du gouvernement égyptien.

Conservées depuis 2012 au ministère de la Culture (Direction générale des patrimoines / Service des musées de France), elles ont été remises aux autorités égyptiennes, conformément aux engagements internationaux de la France, et notamment dans l'esprit de la Convention de 1970 de l'Unesco relative à la lutte contre le trafic illicite de biens culturels.

Déterminée à lutter contre le trafic illicite de biens culturels, la France est particulièrement impliquée tant au niveau national, qu'à l'échelle multilatérale pour mobiliser la communauté internationale autour de la protection du patrimoine culturel./.